

LUTTE OUVRIÈRE

LIGUE ANTILLAISE DES TRAVAILLEURS COMMUNISTES
POUR LA CONSTRUCTION DU PARTI OUVRIER REVOLUTIONNAIRE
POUR L'INDEPENDANCE DES ANTILLES
POUR LA DICTATURE DEMOCRATIQUE DU PROLETARIAT A LA
MARTINIQUE ET A LA GUADELOUPE
POUR UN PARTI MONDIAL DE LA REVOLUTION SOCIALISTE

SOMMAIRE

EDITORIAL : LE CONFLIT VIETNAMIEN	Page 1
AUX ANTILLES : LES MINISTRES PASSENT	Page 7
MAI 68	Page 11
MAI 67 A LA GUADELOUPE	Page 13
ÉMEUTE A TRINIDAD	Page 15
LA REPRESSION EN FRANCE	Page 17
1er MAI	Page 20
LES COMMISSIONS ANTILLAISES	Page 23

PRIX : 1,00 F

N° 41 - 9 MAI 1970

EDITORIAL

VIET - NAM,

LAOS,

CAMBODGE...

ET APRÈS ?

Défiant l'opinion publique américaine et internationale, Nixon, chef de file des gangsters impérialistes, vient de décider l'intervention des troupes américaines au Cambodge.

Mettant le peuple américain devant le fait accompli, Nixon, dans un discours où le cynisme le dispute à l'aveuglement, apprenait que l'armée américaine intervenait pour éliminer les "sanctuaires" du Viet-Cong et des troupes du Nord-Vietnam.

Une fois de plus, de belles promesses sont faites : les troupes interviendront de manière limitée, l'opération ne durera que quelques semaines, la politique de rapatriement n'est pas remise en cause, etc...

Mais il s'agit là de mots destinés à apaiser la colère montante de ceux qui, aux U.S.A., s'opposent toujours plus nombreux à cette guerre injuste menée contre les peuples asiatiques en lutte pour leur libération.

Il est vraisemblable que devant la détérioration rapide de la situation au Cambodge, le gouvernement des U.S.A. ait voulu donner un coup d'arrêt à la progression des troupes du Viet-Cong, des Khmers rouges et du Nord-Vietnam.

En effet, depuis le coup d'état d'extrême droite qui vit la chute de Sihanouk, le nouveau régime du général Long-Nol n'a pu se consolider. Bien au contraire, tant sur le plan politique que militaire, il était chaque jour plus isolé, et on voyait venir avec rapidité le moment de sa chute et celui du retour de Sihanouk.

On peut donc penser que les USA ont voulu réagir devant l'avance des troupes fidèles à Sihanouk et appuyées par le Viet-Cong.

Mais en voulant sauver Long-Nol et frapper le Viet-Cong, les troupes U.S. seront tenues de s'enfoncer toujours plus profondément au Cambodge ; car à défaut de trouver des troupes du Viet-Cong, l'armée américaine rase des villages, détruit des récoltes, cause la ruine de milliers de paysans qui s'en iront tout droit grossir les rangs des combattants. Ce n'est pas quelques maquisards que l'armée américaine aura à combattre, mais tout un peuple armé.

L'exemple de la guerre au Sud-Vietnam est là pour le prouver. Mais les impérialistes ne tirent aucune leçon de l'histoire. Etant "la plus grande puissance qui ait jamais existé dans l'histoire", l'impérialisme américain ne peut comprendre qu'il lui soit impossible de vaincre au Sud-Est Asiatique. Et ses hommes politique, de Kennedy à Nixon, en passant par Johnson, préfèrent courir le risque d'un conflit généralisé plutôt que de faire revenir leurs soldats aux U.S.A. et laisser les peuples asiatiques en paix.

Le conflit du Sud-Est Asiatique est un noeud de contradictions tel qu'il est difficile d'en voir la fin autrement que par le départ des américains ou par la généralisation du conflit. Car les solutions qui seraient acceptables par les U.S.A. (neutralisme) sont précisément remises en cause (Cambodge, Laos...) aujourd'hui. Car comment des gouvernements neutralistes seraient-ils possibles, alors que la confiance des grandes masses populaires va à ceux qui se battent contre l'impérialisme américain. Le départ des américains ne pourrait que précipiter le passage du pouvoir du neutralisme aux mains des tendances nationalistes radicales et ceci dans tout le Sud-Est Asiatique. Il est douteux que les américains acceptent de bon gré une telle évolution.

On peut donc dire que le seul facteur qui puisse actuellement et dans un avenir proche, contraindre les armées américaines à plier bagage est la montée d'une opposition à la guerre aux U.S.A. même. Nixon et les présidents qui voudraient mener la même politique devront, pour continuer ou étendre la guerre, réprimer férocement les premiers mouvements qui se font jour aux U.S.A., en particulier chez les étudiants américains. Toute opposition devra être brisée.

L'avenir dira donc si le peuple américain est décidé à laisser Nixon poursuivre sa politique d'agression ou si, au contraire, il réussira à contraindre ses dirigeants impérialistes à rapatrier leurs troupes. En dernière analyse, l'issue du conflit dépend de ce qui se passera aux U.S.A. même.

LES
ORIGINES
DU
CONFLIT
VIETNAMIEN

Ce conflit dure depuis plus de vingt-ans. Ce fut d'abord la lutte des peuples de l'ancienne Indochine pour leur libération du joug colonialiste français. C'est ainsi que le Vietnam Nord fut libéré par les maquisards du Viet-Minh.

1945 : Le Viet-Minh, dirigé par Ho-Chi-Minh, proclame l'indépendance provisoire. Le gouvernement français sortant de la 2ème guerre mondiale, n'est pas en mesure de s'opposer au Viet-Minh. Il accepte de négocier, fait traîner les choses et finalement reprend les hostilités contre le peuple vietnamien.

Mais de 1946 à 1954, l'armée coloniale française sera incapable de vaincre le Viet-Minh, car celui-ci bénéficie du soutien des masses populaires et de la paysannerie en particulier.

Dès 1950, les défaites françaises vont commencer : batailles de Lang Son et de Cao Bang. Puis ce sera la célèbre bataille de Dien-Bien-Phu qui consacrera l'effondrement du colonialisme français en Indochine (1954).

Dès lors, toujours soucieuses d'éviter que tout le Vietnam passe aux mains des "Communistes", les puissances impérialistes signeront avec Ho Chi Minh les accords de Genève.

Selon ces accords, le Vietnam était divisé en deux zones provisoires qui devaient être réunifiées en 1956 par des élections générales.

Le Viet-Minh garde donc le contrôle de ce qui sera la République Démocratique du Vietnam Nord et au sud s'installe le régime de Diem appuyé par les américains. Ceux-ci, dès 1945, vont progressivement remplacer la France dans la partie politique

qui se joue au Sud-Est Asiatique.

Evidemment, l'impérialisme américain ne tient absolument pas à respecter les accords de réunification qui verraient le départ des fantômes à la Diem. Celui-ci, appuyé par les impérialistes français et américains, refuse l'organisation des élections pour la réunification. Aussi, dès 1958, commence à se développer au Sud l'implantation de maquis opposés à la politique réactionnaire et sanguinaire de Diem.

Après la chute de Diem, les américains passeront du stade de l'envoi de "conseillers militaires" à celui de l'intervention directe (1962). Puis ce sera le début des raids aériens sur le Vietnam Nord (1964). La guerre ne fera, dès lors, que s'intensifier. En 1965, les troupes américaines débarqueront massivement au Sud-Vietnam.

Le conflit n'est plus entre un colonialisme qui défend ses intérêts directs au Viet-Nam et un peuple qui lutte contre lui. Le conflit prend une autre dimension. Il entre dans le cadre de la stratégie globale de l'impérialisme et en particulier de son chef de file américain.

Il s'agit d'éviter que tout le Sud-Est Asiatique ne bascule dans la zone d'influence soviétique. Il s'agit de faire un exemple et montrer à tous les peuples qui luttent ou seraient tentés de lutter contre le joug impérialiste ce qui les attend.

Ce ne sont pas des intérêts présents au Vietnam que les américains veulent défendre, mais leur droit à mettre en coupe réglée tous les pays sous développés.

Mais, en réalité, l'exemple qui nous a été fourni montre que l'impérialisme le plus puissant est incapable de briser un peuple, même petit, qui lutte farouchement pour sa liberté.

MAX RODON

Dès l'annonce de l'extension de la guerre au Cambodge, de nombreuses manifestations de protestation ont opposé des milliers d'étudiants aux forces de répression, dans plusieurs villes américaines.

C'est ainsi que le lundi 3 mai, l'une de ces manifestations se terminait par la mort de 4 manifestants. Les policiers avaient tiré dans la foule des manifestants, faisant, outre ces quatre victimes, de nombreux blessés graves. Cet événement montre que le gouvernement ne reculera devant rien pour briser l'opposition naissante et limitée encore au milieu étudiant.

Nixon, en annonçant sa décision d'intervenir au Cambodge, savait parfaitement que cela susciterait des mouvements de protestation, particulièrement parmi les étudiants. C'est d'ailleurs pourquoi, dans son discours il les désigne à l'avance comme des empêcheurs de danser en rond, des vauriens.

Nixon est donc décidé à mater cette opposition si elle se fait trop remuante. Aussi, n'y aurait-il rien d'étonnant à ce que la liste des victimes de la répression s'allonge aux USA.

Mais l'opposition à la guerre se manifeste aussi au sein même de l'appareil politique ; de nombreux parlementaires ont désapprouvé l'intervention américaine au Cambodge et ont affirmé leur volonté de lutter contre elle. Mais jusqu'où cette opposition ira-t-elle ? Les tentatives passées du sénateur Mac Carthy ont montré que les libéraux (la "gauche" américaine) ne sont opposés jusqu'au point de faire appel à la masse du peuple contre la politique gouvernementale.

L'avenir du mouvement d'opposition à la guerre dépend en quasi totalité de

LE
MOUVEMENT
CONTRE
LA GUERRE
AUX U.S.A.

la possibilité, pour les étudiants (et de leur volonté) de faire déborder le mouvement hors du ghetto universitaire, afin d'entraîner d'autres couches de la population dans la lutte contre la guerre infâme menée par Nixon.

Et, dans cette voie là, rien n'est joué, car la répression féroce, dont la mort des 4 étudiants et un premier résultat, loin de décourager les manifestants, leur donnera des raisons supplémentaires de lutter ; la population ne pourra rester insensible à une telle vague de répression menée contre la jeunesse. Les capitalistes ont pu, pendant un temps, retenir le mécontentement en brandissant comme un épouvantail la "menace communiste", mais les mensonges les plus habiles finissent bien par s'effriter devant la vérité des faits ; et les faits aujourd'hui, pour beaucoup d'américains, consistent en ce que l'armée Américaine écrase sous ses bombes les villages du Sud-Est Asiatique.

De cela, des couches de plus en plus larges de la population américaine et en particulier, la classe ouvrière américaine, pourront être convaincues.

L'avenir du mouvement contre la guerre passe évidemment par là.

GEORGES RASSAMY

AUX ANTILLES

LES MINISTRES

PASSENT,

LE

MECONTENTEMENT

GRANDIT

Encore une fois, un ministre des "D.O.M.", en la personne de Henri Rey est allé faire sa petite tournée habituelle aux Antilles. Il est, en effet, tout à fait dans la note colonialiste que des commis du gouvernement aillent prendre des bains de foule et de légitimité dans ces "départements" ou "territoires d'Outre-Mer", que ce soit à Djibouti, à la Réunion ou aux Antilles.

L'époque n'est pas tellement lointaine où les ministres des colonies de tout poil allaient faire entendre la voix de "l'Union Française" en Afrique, ou au Vietnam, se faisaient plébisciter et acclamer par une partie de la population bien contrôlée et dans l'indifférence d'une plus grande partie encore.

De Gaulle était un habitué de ces genres de tournées.

Dans ces cas là, la presse, la radio locale et métropolitaine faisaient toujours et font encore, à grand renfort de publicité, un grand battage autour de "l'accueil chaleureux", des "acclamations" de la population au ministre, président, ou au quelconque représentant de la métropole. Ce qu'on ne disait généralement pas, ce qu'on étouffait fortement, c'était que, dans chaque cas, des manifestations opposées à la politique coloniale avaient lieu, que la répression frappait dans les faubourgs, les dirigeants des partis d'opposition, les jeunes, les chômeurs, les ouvriers en colère.

Ce qu'on ne disait pas, c'était que, chaque fois que De Gaulle ou quelque autre se déplaçait dans "leurs colonies", des milliers de paras, de légionnaires, de gendarmes étaient dépêchés d'urgence sur les lieux de passage de ces messieurs, que ces

gens d'armes quadrillaient les villes et les faubourgs et massacraient dans les ruelles, les cours, les coins obscurs, des dizaines de manifestants.

Certains penseront peut-être que cette époque est révolue, que le temps du colonialisme massacreur est terminé, et pourtant, elle existe encore bel et bien.

Qu'on se souvienne de Djibouti où la répression fut sanglante et scélérate et qu'on chercha à étouffer ; qu'on ait en mémoire ce qui se passe au Tchad actuellement, ce qui se passe à la Réunion et l'on comprendra non seulement l'atmosphère, mais la profondeur de ce qui s'est passé dernièrement aux Antilles lors du voyage de l'ambassadeur du colonialisme, Rey.

C'est surtout en Martinique que l'opposition et la colère de la population contre la présence de ce touriste du gouvernement se manifesta le plus.

Le 16 avril, Rey se rendit au Conseil Général, à Fort-de-France. La population était au rendez-vous mais pour manifester sa colère. Le ministre fut reçu aux cris de "Liberté chez nous !".

Après l'allocution et les courbettes d'Emile Maurice, président du Conseil Général, Fitte-Duval, conseiller général du P.C.M. (Parti Communiste Martiniquais), prit la parole pour critiquer la politique du gouvernement et mettre en cause le système départemental. Lui succédant, Darsières du P.P.M. (Parti Progressiste Martiniquais) dénonça les scandales et la corruption qui règnent en Martinique. Les discours furent retransmis par les transistors et la population massée aux abords acclamèrent Fitte Duval, Darsières et les autres conseillers généraux du P.P.M.. Lorsqu'ils sortiront, ces derniers seront acclamés par la foule qui rompra les barrages de police. Les gendarmes chargeront alors et des heurts violents auront lieu entre eux et les manifestants dont certains brandiront le drapeau du P.P.M.

Entre temps, à l'annonce de l'arrivée du ministre, dockers, lycéens, étudiants s'étaient mis en grève et manifestaient dans les rues avec des pancartes et des banderolles sur lesquelles on pouvait lire : "Nous voulons du travail", "A bas le Bumidom". Quatre étudiants furent arrêtés et relâchés quelque temps après.

Les étudiants et les lycéens tinrent un meeting, le jour même, au siège de la F.O.L. (Fédération des Oeuvres Laïques). Le lendemain, les grèves continuèrent tandis que plusieurs meetings furent annoncés un peu partout.

Un meeting fut organisé par le P.P.M. dans la cour de la mairie de Fort-de-France.

Les gendarmes mobiles poursuivirent à coups de crosse les manifes-

tants et en blessèrent plusieurs.

Des renforts de gendarmes et de C.R.S. furent acheminés de France, Guadeloupe et Guyane, tandis que les communications téléphoniques entre la Martinique et le reste du monde furent interrompues. La tension monta de plus en plus et à plusieurs reprises, ces jours-là, en Martinique, on frisa l'émeute générale.

Le ministre fut obligé de se déplacer en hélicoptère et il ne put se rendre que dans les communes "amies", c'est-à-dire dirigées par des maires U.D.R.

Le 20 avril, avant le départ de Rey, la préfecture mit sur pied, en hâte, un comité de vigilance de la république, corollaire des C.D.R. fascisant de France et dirigé par les gros bourgeois et les békés de l'île.

Le comité du organiser dans la même hâte une manifestation de soutien à la France avec les mots d'ordre de "Autonomie = Trahison", "La Martinique restera Française". Cette manifestation réunit beaucoup moins de manifestants que les meetings d'opposition des jours précédents. Elle dura que 12 minutes et fut bien encadrée par les escadrons de gendarmes mobiles.

Ce fut un dernier sursaut de la préfecture pour orchestrer et téléguider un mouvement factice tendant à montrer le soit-disant "attachement des martiniquais à la France".

Si, en Martinique, le voyage de Rey déclencha un puissant mouvement d'opposition, en Guadeloupe, bien qu'il ne se passa rien d'aussi important, le voyage fut ressenti comme une routine habituelle sinon comme une provocation et la froideur de la population vis à vis du ministre en fut une preuve.

Ainsi, Rey n'aura été ni acclamé, ni plébiscité. Les jeunes, les ouvriers, les chômeurs ont montré qu'ils en avaient assez de l'exploitation criminelle, du chômage, de l'éducation scolaire au rabais et sabotage, de l'émigration, du Bumidom, et... Et cela, nous pouvons l'affirmer bien haut, car la part de la spontanéité dans les manifestations fut grande.

Certes, le P.P.M. semble avoir développé une grande activité et mobilisé ses militants, mais ne nous y trompons pas ; ce n'est pas le programme du P.P.M. : son mot d'ordre d'"autonomie pour la nation martiniquaise" qui changera réellement quoique ce soit. Car, dans ce programme, on peut chercher en vain la place des ouvriers dans le combat anti-colonialiste et leur place dans le futur état martiniquais.

Si le P.P.M. peut apparaître, pour beaucoup de jeunes et une partie de la population, comme le parti réellement révolutionnaire, c'est

parce qu'il n'y a rien d'autre à côté et parce que le P.C.M. ne constituent plus un pôle d'attraction pour ceux qui veulent réellement lutter contre le colonialisme. Ainsi, il faut prendre les manifestations de soutien aux dirigeants P.P.M. plus comme l'expression du mécontentement populaire que comme un attachement à ce parti, ses idées, sa ligne politique.

Le mois dernier, en Martinique, la rue n'était pas à un parti ou à un autre, mais aux jeunes étudiants et lycéens, aux ouvriers, à la population.

Actuellement, aux Antilles, la lutte anti-colonialiste est un fait, elle est engagée ; la valse des Malraux, Billotte, Inschauspé, Rey continuera peut-être encore quelque temps, mais toujours à contre-temps et sur une fausse note.

La lutte anti-colonialiste ne pourra aboutir à un changement réel pour les masses populaires, nous ne cesserons de le répéter, que lorsque les travailleurs auront leur propre parti, leur propre programme qui ne saurait être autre que le programme de Lénine : la prise du pouvoir par les ouvriers pour instaurer leur dictature. Il n'y a pas d'autre voie pour eux !

MARIANNE TIBUS

MAI 1968:

LES
TRAVAILLEURS
ET ÉTUDIANTS
ANTILLAIS
AUX CÔTÉS
DES
TRAVAILLEURS
ET DES
ÉTUDIANTS
FRANÇAIS

Deux ans se sont écoulés déjà, depuis que la grande vague de mécontentement qui a fait trembler le régime s'est apaisée.

En mai 1968, la colère des étudiants éclatait en France, les rues étaient occupées par des dizaines de milliers de manifestants. Les universités étaient occupées ; des combats de rues opposaient manifestants et policiers.

Puis ce fut le début de l'une des plus grandes grèves du mouvement ouvrier. La classe ouvrière française cessait le travail. Partout, des usines étaient occupées. La bourgeoisie et ses représentants vivaient de bien mauvais moments. Les partis ouvriers et le Parti Communiste Français au premier chef, les syndicats et la C.G.T. en particulier, pliaient devant la vague de mécontentement, allant jusqu'à la généraliser pour ne pas être dépassés par les événements. Tous ces messieurs des partis et syndicats attendaient évidemment le point d'essoufflement, de fatigue ou de désorientation pour accomplir leur sale besogne, c'est-à-dire faire revenir l'ordre, faire rentrer les travailleurs à l'usine pour...travailler.

Pendant ces journées agitées de mai et de juin, les étudiants et les travailleurs antillais ne sont pas restés inactifs.

Dès les premiers jours d'occupation de la Sorbonne, un "Comité d'Action des travailleuses et étudiants des pays sous domination française" était créé sous l'initiative d'un étudiant antillais. Ce fut ce comité qui devait être le point de ralliement de ceux des antillais qui participèrent activement aux événements de Mai. Malgré les difficultés rencontrées à ses débuts (querelles d'organisations

opposées, querelles de boutiques !!), le comité allait fonctionner activement jusqu'au retour de l'ordre bourgeois complet. C'est partant de ce Comité que des étudiants et des travailleurs guyanais allaient occuper le local de l'association gouvernementale "Jeune Guyane". De même que ce fut ce comité d'action qui décida et mena à bonne fin l'occupation du BUMIDOM.

Le comité d'action, qui siégea dans une petite salle de la Sorbonne, fut un centre d'organisation, d'éclaircissement politique pour les travailleurs émigrés. Beaucoup d'entre eux y passeront, y militeront ou suivirent les assemblées générales qui y étaient organisées. Le comité d'action fut aussi, et par ses actions et par ses prises de positions (conférences, tracts, manifestations) la concrétisation de la solidarité des travailleurs et étudiants antillais avec les étudiants et les travailleurs français.

Mais l'action la plus marquante des antillais à Paris, pendant les événements de Mai-Juin, fut sans conteste, l'occupation du BUMIDOM par le comité d'action. C'était un geste, certes symbolique, qui montrait notre volonté de lutter contre la politique colonialiste du gouvernement français aux Antilles. C'était un geste par lequel des centaines de travailleurs purent montrer leur mécontentement contre la politique qui les contraignait à l'émigration pour gagner leur vie. L'occupation du BUMIDOM fut approuvée et soutenue par des centaines de travailleurs antillais.

Beaucoup de travailleurs, soit au comité d'action, soit au BUMIDOM, purent faire l'apprentissage de la démocratie dans l'organisation. En effet, ni le comité d'action, ni le comité d'occupation du BUMIDOM ne furent l'affaire d'un parti ou d'une organisation, mais l'expression de la volonté de la majorité des participants. Ceux qui y jouèrent un rôle le firent non en fonction de telle ou telle appartenance politique, mais en fonction de leur activité, de leur dévouement et du programme qu'ils proposaient. Dans ces deux organismes, dans les assemblées générales purent s'exprimer les idées de tous quelle que fût alors leur appartenance politique.

Et quand certains militants, déformés par une trop grande pratique de méthode bureaucratique, tentaient de revenir sur de vieilles querelles, la pression de l'unité d'action réclamée par tous les obligeaient à reculer.

C'est ainsi que, malgré quelques entraves de ce genre, fut organisée, à la Place Clichy, une grande manifestation où l'on vit au coude à coude des militants de toutes tendances et sans tendances.

Le Comité d'Action n'a pas eu de vie bien longue, il n'a pas déplacé de montagnes ; sa vie était liée au développement même de la situation en France en Mai-Juin. Il connut donc le même sort que tous les comités qui naquirent à cette époque.

Mais par son activité, ses mots d'ordre, sa pratique, il fut l'expression de tendances, d'idées qui ne pourront que se développer dans l'avenir.

LES
JOURNÉES
DE MAI 1967
A LA
GUADELOUPE

Voilà trois ans que les évènements de Mai 67 ont éclaté. Mais ils font partie des évènements qui, au lieu de s'éloigner dans le passé, restent présents dans les esprits et dans les coeurs : un odieux massacre suivi d'une révolte populaire, un an de mobilisation intense, des procès coloniaux, bref, c'est toute une page de notre histoire tissée de luttes qui a été écrite à partir de Mai 1967. Souvenir douloureux, mais aussi extrêmement glorieux, les journées des 26, 27, 28 Mai sont riches de leçons pour l'avenir.

Retraçons une fois encore le détail des évènements.

Le 26 Mai 1967, 2.000 ouvriers du bâtiment manifestent par leur présence calme devant la sous-préfecture, leur volonté de voir améliorer leur salaire. L'augmentation demandée était fort modeste : 2 % ; mais le colonialisme ne connaît que la loi de l'exploitation effrénée et de la répression sanglante. Deux mille travailleurs sûrs de leur bon droit et en train de prendre conscience de leur force collective constituent, pour lui, un affront et une menace intolérables. Il décide donc de noyer dans le sang ceux qui osent lui tenir tête. Les assassins professionnels qu'il paie grassamment (gendarmes, C.R.S., légionnaires) tirent à bout portant sur les travailleurs désarmés. Par dizaines, des travailleurs tombent, percés de balles.

Ce lâche assassinat allume dans la population une vive douleur, mais encore plus, une prompte colère. Bravant les chiens enragés de la répression coloniale, les plus combattifs des manifestants (ouvriers, jeunes travailleurs, étudiants, lycéens), décident de répondre à la violence des exploités par la violence révolutionnaire. Trois jours durant, ils tien-

nent tête aux C.R.S. armés et casqués, démontrant de quelles ressources dispose un peuple qui lutte contre ses oppresseurs, même avec des armes rudimentaires (pierres, bombes de fortune, quelques rares fusils de chasse). Ils contrôlent même certains quartiers de Pointe-à-Pître, établissant des barrages et mettant le feu aux automobiles des racistes et colonialistes de tout poil.

Nous ne referons pas le récit détaillé de toutes les persécutions dont furent victimes un grand nombre de nos compatriotes pour cette résistance : ratissages, matraquages, tortures, emprisonnements dans des conditions inhumaines, rien n'y manqua. Le tout fut couronné par les procès de Pointe-à-Pître et de Paris. Le verdict "d'apaisement" du procès de Paris et les incidents du 5 avril 1968, lors du procès de Pointe-à-Pître (dérobade du commissaire Canalès et grève de la police) montrèrent l'embaras et la peur du colonialisme qui sentait de plus en plus que son crime n'avait rien résolu.

Non, le colonialisme n'a rien gagné à ces massacres; sa férocité n'arrêtera pas notre lutte pas plus qu'elle n'a fait baisser la tête aux combattants malgaches, vietnamiens ou nord-africains. Il n'a fait qu'accumuler contre lui un poids formidable de haine qui un jour s'abattra sur lui. Mais lorsque ce jour arrivera, les travailleurs devront aborder la lutte dans d'autres conditions qu'en Mai 67.

Nos adversaires nous ont montré, en matant la révolte de Mai 67, ce qui nous faisait défaut : les armes certes, mais aussi des combattants organisés et ayant un objectif clair. En réprimant féroceement les manifestants de Mai 67, le colonialisme aura contribué à nous ouvrir les yeux sur le caractère odieux de sa domination.

Quant à l'organisation, ce doit être notre objectif permanent : construire le parti ouvrier révolutionnaire qui entraînera l'ensemble du peuple à la lutte contre l'opresseur.

Le souvenir des journées de Mai 1967, de leurs victimes NESTOR, TIDAS, TARET, PINCEMAIL et autres, doit donc nous inciter à rassembler et à organiser ces milliers d'ouvriers, de paysans et de jeunes qui cherchent le moyen d'en finir avec l'oppression. De la sorte, les nouveaux combats qui nous attendent se termineront par la défaite et la déroute du colonialisme.

OGIER

Le lundi 21 avril, à la Trinité, se déclençait un important mouvement suivi de violentes émeutes pendant trois jours et dirigées par des éléments du "Pouvoir Noir" appartenant au N.J.A.C. (National Joint Action Committee).

Les manifestants s'attaquèrent aux banques étrangères et aux magasins de Port-Of-Spain. La police ouvrit le feu et le premier jour on comptait déjà un mort et une vingtaine de blessés parmi les manifestants. Très vite, la situation devint plus grave.

Le "Pouvoir Noir" organisa d'autres manifestations le mardi et le mercredi et attaquèrent encore les banques, les magasins à coup de cocktails molotov pendant que des groupes de tireurs isolés harcelaient les policiers. Il y eut plus de dix morts parmi les manifestants.

Dans l'armée même, une partie du régiment Trinité-Tobago se mutina et s'empara du dépôt de munition de Chaguaramas, ancienne base navale américaine au nord de l'île. Le mouvement prenait donc une ampleur formidable et menaçait directement le gouvernement Williams. C'est ainsi que ce dernier fit appel à plusieurs "nations amies", en l'occurrence la Grande-Bretagne, ancienne métropole, les Etats-Unis, le Venezuela. Aussitôt, les U.S.A. envoyèrent un lot d'armes et de munitions tandis que six bâtiments de guerre cinglaient vers l'île sous prétexte de protection des ressortissants américains. Vu leur ampleur, les dernières émeutes de la Trinité ne furent pas seulement le fait d'éléments isolés ou de petits groupes, ils furent l'expression d'un mécontentement populaire profond à la politique Williams et à la mainmise de l'impérialisme sur l'île tout comme à Curaçao ou à Anguilla

ÉMEUTE

A

TRINIDAD

il, y a quelque temps de cela.

Située au sud de la Guadeloupe et de la Martinique, la Trinité et Tobago étaient, avant 1962, colonies anglaises. Depuis cette date, elles forment un état indépendant abritant 1 030 000 habitants sur une superficie totale de 5 128 kilomètres carrés. Mais si la Trinité-Tobago est indépendante et possède un gouvernement noir, ses principales richesses sont entièrement contrôlées par les capitalistes anglais et américains. La plupart des puits de pétrole sont en effet, aux mains de la Texas Oil Company ainsi que presque toute la capacité industrielle de raffinage alors que les produits pétroliers représente 80 % des ressources de l'île. Quant à l'industrie sucrière, seconde ressource de Trinidad, elle est contrôlée par la Tate and Lyle Cie, société étrangère.

Les autres ressources, que ce soit la bauxite ou le tourisme, sont tout autant contrôlées par des sociétés étrangères qui embauchent de moins en moins de main d'oeuvre et développent un immense chômage dans l'île et un sous emploi chronique.

Ainsi, les membres du N.J.A.C. ont-ils trouvé un écho parmi la population, les chômeurs, les travailleurs industriels, les travailleurs des plantations de cannes, les ouvriers des fabriques de sucre dont la colère déborda pendant quelques jours.

Mais la répression s'abattit sans tarder ; les dirigeants du N.J.A.C. furent arrêtés, la mutinerie dans l'armée matée après quelques jours.

Le mouvement déclenché par le "Pouvoir Noir" resta à l'état de Putsch manqué et ne prit pas l'envergure d'une révolution. C'est que le programme politique de la N.J.A.C., tout comme tous les groupes se réclamant de ce courant dans les autres îles ou aux U.S.A. est mal défini. Il explique bien la nécessité de lutter contre l'exploitation, contre l'impérialisme, pour "les noirs", mais ne donne aucune perspective réelle aux masses et encore moins à la classe ouvrière. Pourtant, c'est cette classe ouvrière puissante à Trinidad qui devrait être le fer de lance du mouvement révolutionnaire. Si elle l'était ou si elle en prenait le chemin, elle pourrait faire appel aux ouvriers noirs et blancs américains pour la défendre et soutenir sa lutte dans leur propre pays.

On a vu avec quelle promptitude le gouvernement U.S. a volé au secours de ses intérêts. Voilà un exemple où la solidarité ouvrière aurait pu jouer aux U.S.A., détournant ainsi le gouvernement U.S. de mettre à exécution tout projet d'intervention.

PIERRE JEAN-CHRISTOPHE

LA
RÉPRESSION
EN FRANCE :
LA LOI
ANTI -
CASSEURS

L'arsenal répressif de la bourgeoisie française vien de s'enrichir d'une nouvelle loi : la loi anti-casseurs.

La bourgeoisie disposait déjà de toutes sortes de lois pour protéger sa domination de classe, mais se sentant chaque jour un peu plus menacée par le mécontentement des couches sociales qui subissent son oppression, elle fourbit chaque jour un peu plus ses armes.

Cette nouvelle loi lui permettra, pense-t-elle, de se débarrasser de tous ceux qui prennent, toujours plus nombreux, l'habitude d'exprimer leur mécontentement dans la rue. En particulier, ceux qui sont visés sont les "casseurs" que le gouvernement et les partis politiques (sauf le P.S.U.) confondent avec les "gauchistes". Les uns et les autres sont tout prêts à s'entendre pour abattre les "gauchistes". Il ne se passe de jour où la presse et la radio bourgeoises, de même que la presse du P.C.F., ne dénoncent les "gauchistes" comme étant les casseurs.

Chacun est donc prévenu, la loi anti-casseurs est faite pour obliger les "gauchistes" à se tenir tranquilles.

Depuis plusieurs mois déjà, l'offensive de la répression touche les "gauchistes". Il suffit qu'un agent quelconque ou qu'un policier en civil ait voulu empêcher la vente d'un journal pour que l'affaire se termine devant les tribunaux. Le jeune vendeur est condamné sur la foi des seules déclarations des policiers pour "violations à agent", "rébellion", etc... En fait, sur ce plan là, l'arbitraire le plus complet règne déjà. Et le but du gouvernement est clair : balayer les "gauchistes".

Mais avec la loi anti-casseurs, la répression ne vise plus seulement les "gauchistes" et on peut même dire que ce n'est pas eux qui feront, le plus, les frais de l'opération anti-casseurs.

En fait, par son imprécision tombent sous le coup de cette loi, non seulement les "gauchistes", mais aussi les travailleurs, les petits commerçants qui voudraient lutter activement contre le sort qui leur est fait.

En effet, d'après la loi :

"Lorsque, du fait d'une action menée à force ouverte par un groupe, des violences ou voies de faits auront été commises contre les personnes ou que des destructions ou dégradations auront été causées aux biens, les chefs ou organisateurs de ce groupe, ainsi que ceux qui y auront participé, seront punis, sans préjudice de l'application des peines plus fortes prévues par la loi, d'un emprisonnement d'un an à cinq ans.

"Lorsque, du fait d'un rassemblement illi- cite ou interdit par l'autorité administrative, des violences, voies de faits, destructions ou dégradations qualifiées crimes ou délits au- ront été commises, seront punis :

"1) Les chefs ou organisateurs de ce ras- semblement qui n'auront pas donné l'ordre de dislocation après le début des violences ou des destructions, d'un emprisonnement de six mois à trois ans.

"2) Ceux qui auront volontairement parti- cipé à ce rassemblement et s'y seront maintenus sciemment après le début des violences ou des destructions, d'un emprisonnement de trois mois à deux ans.

"3) Les personnes reconnues coupables des délits définis aux alinéas précédents sont pé- cuniairement responsables des dommages corporels ou matériels mentionnés aux mêmes alinéas. Tou- tefois, le juge pourra limiter la réparation à à une partie seulement de ces dommages."

Cette loi est suffisamment imprécise pour permettre l'arbitraire le plus complet. Car une manifestation, même pacifique, même organisée par des syndicats, par exemple, peut "dégénérer" contre la volonté de ses organisateurs. N'importe quelle manifestation se trouve ainsi menacée, il suffira que la police ou des groupes fascistes y organisent la provoca-

tion pour que la loi s'applique dans toute sa rigueur. Il suffira que la police attaque la manifestation pour que la loi s'applique. Et en fait, ceux qui seront le plus touchés sont les grandes organisations ouvrières (syndicats par exemple).

Donc, au delà des "gauchistes", ce sont les travailleurs et leurs organisations syndicales qui sont visées. Cela, le Parti Communiste Français aurait dû le comprendre, et par de grandes manifestations ouvrières, par des grèves, par un mouvement profond, faisant appel à toute la population, il aurait dû combattre énergiquement cette loi scélérate. Mais il a préféré désigner les "gauchistes" à la répression en s'écriant "les casseurs, c'est pas nous - ce sont les gauchistes !"

Quelle reconnaissance attend-il donc du pouvoir ? Ne sait-il pas que la bourgeoisie marchera sur le corps du P.C.F., de la C.G.T. et des gauchistes dès qu'elle s'en sentira capable et cela sans faire de différence ? Toute la politique de la bourgeoisie française est tendue vers le moment où elle pourra domestiquer la classe ouvrière. Et le P.C.F. et les dirigeants de la C.G.T., par leurs capitulations successives, lui facilite la tâche.

Mais quoiqu'il en soit, l'application de la loi scélérate dépend en grande partie de la volonté de lutte de la classe ouvrière et des militants syndicaux. Un sort identique à celui du fameux préavis de 48 heures en Mai 68, pourrait bien lui être réservé. Le dernier mot appartiendra à la classe ouvrière.

CRIXUS

La journée du 1er Mai 1970 ne fera pas date dans l'histoire du mouvement ouvrier français et n'enrichira pas le patrimoine de lutte de la classe ouvrière de ce pays.

Par contre, les ouvriers conscients et les militants révolutionnaires se souviendront de l'attitude douteuse des directions syndicales, de la C.G.T. en particulier, de ses bonzes et de ceux du P.C.F.

C'est à 15 H. que s'ébranla le cortège de la manifestation, partant de la place de la République. En tête, les organisations syndicales, F.E.N., C.F.D.T., C.G.T., précédant les sections et les militants des différentes entreprises. Puis, suivaient l'U.N.E.F. Renouveau, tendance P.C.F., l'U.N.E.F. et les militants "guachistes" de différentes organisations dont la "Ligue Communiste" (Rouge) apparaissait comme la plus importante avec ses nombreux portraits de Lénine, Guévara et son orchestre de tambours et de cymbales.

1er MAI

En fait, on était encore en présence de deux cortèges, le premier composé de militants de la C.G.T., du P.C. et des autres syndicats, le deuxième composé des "gauchistes", tous deux séparés par une sorte de No Man's land sur le boulevard Beaumarchais et tranchant notamment par leur composition.

En effet, si le 1er cortège était essentiellement composé de travailleurs, le 2ème comptait surtout des jeunes, lycéens, étudiants.

Lorsque les derniers militants syndicaux des entreprises arrivèrent à la Place de la Bastille, le service d'ordre des bonzes de la C.G.T. et du P.C. comme toujours imposant, dirigeait les manifestants sur le bord des trottoirs et vers les cars de l'autre côté de la place. Il vou-

lait dégager la rue et invitait ses militants à se disperser rapidement.

Puis, par une tactique bien calculée, le service d'ordre C.G.T. et les derniers militants C.G.T. - P.C. se dispersèrent aux cris de "les casseurs, c'est pas nous, les casseurs sont derrière" en face des cordons de police massés sur la place. Ainsi, les bonzes de la C.G.T. ouvrirent le rideau, laissant face à face C.R.S., gendarmes et gauchistes. L'attitude de la C.G.T. fut absolument lamentable et apparut clairement pour beaucoup de manifestants massés sur les trottoirs qui répondirent par des hués.

Aussitôt, bien que l'U.N.E.F. et les organisations gauchistes aient ordonné la dispersion à leurs militants, des projectiles furent lancés contre les flics qui chargèrent en bombardant les "gauchistes" de grenades lacrymogènes.

Tout le long du boulevard Beaumarchais, des barrages de gendarmes et C.R.S. s'installèrent coupant ainsi entre eux les différents petits groupes restés dans la rue. Vers 17 h. - 17 h 30 ces derniers se dispersèrent dans les rues avoisinantes.

Bien sûr, les militants révolutionnaires, tous ceux qui ont l'habitude des manifestations de ce genre connaissent bien l'attitude des directions C.G.T. et P.C.

Mais on ne peut être que plus surpris, à chaque fois, par la veulerie et la bassesse des directions syndicales qui se dépassent dans ce genre de tactique à chaque manifestation.

Cependant, pour comprendre réellement cette attitude et en tirer toutes les conclusions nécessaires, il faut connaître la politique générale de la direction de la C.G.T. et du P.C. quotidiennement dans les entreprises, à l'occasion de chaque grève, de chaque période de haute lutte de la classe ouvrière comme en mai 68 par exemple, il faut avoir fait l'expérience de la politique de frein des directions syndicales à chaque mouvement sérieux de la classe ouvrière.

Cette tactique, ce n'est pas à l'occasion d'une seule manifestation que les travailleurs pourront la comprendre, mais aussi en se trouvant aux prises avec la réalité de la politique stalinienne sur leurs lieux de travail. Quant aux "gauchistes", si ils ont, en général, notre soutien, nous devons critiquer leur attitude dans la manifestation.

En effet, quelle peut être la portée réelle d'une manifestation de groupes paradant avec orchestre, drapeaux rouges, portraits, etc..., mais apparaissant aussi divisés devant les travailleurs ?

La politique juste pour les "gauchistes" aurait été de se mettre dans le cortège des syndicats, de discuter avec les travailleurs de leur

expliquer leur position. Evidemment, il n'y aurait peut-être pas eu autant de drapeaux rouges, de portraits, de cymbales, mais l'efficacité aurait été plus grande.

A défaut de cela, la manifestation pouvait offrir au moins une possibilité aux groupes "gauchistes" d'apparaître avec un minimum d'unité et d'homogénéité, avec des mots d'ordre communs devant les travailleurs et de prouver qu'ils étaient au moins capables de s'entendre, ainsi, ils auraient pu gagner plus de sympathie de la part des travailleurs.

La décision de faire du 1er Mai, une journée internationale de lutte des travailleurs fut prise au 1er Congrès de la Deuxième Internationale. Elle fut prise pour commémorer aussi la lutte des ouvriers américains en 1886 dont beaucoup étaient tombés sous les balles de la bourgeoisie.

Les 1er Mai 1890 et 1891, en France, en Belgique et dans d'autres pays, furent des journées de lutte ouvrière au corps à corps avec la police. On était loin des cortèges-routines d'aujourd'hui.

Actuellement, la tâche des militants révolutionnaires n'est pas tant de manifester avec ses propres drapeaux et mots d'ordre que de gagner à eux toujours plus de travailleurs discrètement mais plus efficacement.

Ainsi, avec les ouvriers conscients, ils pourront faire que les prochains 1er Mai ne soient plus des journées-routines, mais la concrétisation dans la rue de la force de la classe ouvrière et du combat sans merci qu'elle mène contre la bourgeoisie.

NOEL CANTIUS

Depuis plusieurs mois déjà, sont nées au sein de la C.G.T. (Confédération Générale du Travail), des Commissions Antillaises.

L'apparition de ces Commissions Antillaises pose, une fois de plus, le problème de la nécessité du travail syndical et de la participation aux Syndicats.

Certains s'étonnent que nous dénoncions d'une part, le caractère bureaucratique, le peu d'empressement que manifeste la C.G.T. à défendre les travailleurs et que d'autre part, nous soyons pour que les travailleurs prennent part à l'activité syndicale, entrent à la C.G.T. et que les travailleurs antillais participent également aux Commissions Antillaises déjà créées et en créent dans les entreprises, les hôpitaux et les Centres Postaux où elles n'existent pas encore.

Il n'y a aucune contradiction, bien au contraire, dans ces deux positions.

C'est parce que la C.G.T. est paralysée, immobilisée par une direction bureaucratique qu'il est d'autant plus nécessaire, pour tous les militants révolutionnaires, pour tous les travailleurs d'aller dans les syndicats et plus particulièrement à la C.G.T., car c'est le syndicat le plus puissant.

Si la C.G.T. est le syndicat ouvrier le plus puissant, c'est aussi celui qui a le plus d'influence. Il ne faut pas oublier non plus qu'il est entièrement dominé et contrôlé par le Parti Communiste Français (P.C.F.), et que la plus grande partie de l'influence du P.C.F. repose sur l'implantation de la C.G.T. dans la classe ouvrière.

S'attaquer à l'immobilisme, au

LES
COMMISSIONS
ANTILLAISES
ET
L'ACTIVITÉ
SYNDICALE

rôle réactionnaire de l'appareil stalinien du P.C. passe donc obligatoirement par la lutte A L'INTERIEUR de la C.G.T., dans le travail de tous les jours, pour arracher la grande masse des travailleurs à l'influence du P.C.F.

Ce n'est pas, évidemment la seule forme de lutte révolutionnaire. Car nous n'oublions pas que la majorité des travailleurs restent en dehors des syndicats. Mais notre propos est axé dans cet article, sur cette forme particulière qu'est le travail syndical.

Il s'agit, pour les travailleurs révolutionnaires d'entrer dans les syndicats, non en cachant leurs idées, mais pour combattre l'influence réformiste des directions, en expliquant à chaque occasion, dans chaque grève sabotée, le véritable rôle des dirigeants bureaucratiques : celui de frein aux luttes ouvrières.

Il s'agit de montrer à tous les travailleurs, que si, actuellement, les syndicats ne sont pas partisans de lutter réellement pour la défense de leurs intérêts, le syndicat n'en demeure pas moins, actuellement, la seule forme d'organisation possible sur les lieux de travail qui permettent aux travailleurs de se réunir, pour décider de leurs luttes et qu'en fin de compte, il s'agit en fait, d'arriver à obliger les syndicats à prendre en mains leurs intérêts à court et à long terme. Mais, pour cela, il faut que la masse destravailleurs participent aux syndicats, fassent pression et bousculent les bureaucraties qui se trouvent au sommet.

Mais pour que la masse des travailleurs viennent au syndicat, il ne faut pas que les militants révolutionnaires tournent le dos devant les difficultés qui ne manqueront pas de surgir, mais qu'ils fassent un travail de propagande pour amener toujours plus de travailleurs au syndicat.

Nous critiquons la C.G.T. car c'est un devoir pour les militants révolutionnaires de critiquer le syndicat chaque fois qu'il agit à l'encontre des intérêts de la classe ouvrière, chaque fois qu'il freine les grèves, les sabote, divise les travailleurs, etc...

Mais si nous critiquons la politique que mène la C.G.T., cela ne signifie pas que nous soyons hostile par principe, à cette forme d'organisation de lutte que représente le syndicat. Si nous critiquons les bureaucraties syndicales, c'est pour que le syndicat devienne effectivement l'instrument de défense des travailleurs sur leurs lieux de travail.

Si la C.G.T. joue le rôle qu'elle a actuellement, c'est parce qu'elle est contrôlée par le P.C.F. et que ce P.C.F., lui, n'entend absolument pas sortir du cadre de la légalité bourgeoise, et amener toute la masse des travailleurs à comprendre qu'il y a une lutte à long terme à mener, celle du renversement de la société capitaliste.

C'est pour que le syndicat ne soit pas "la chose" des bonzes bureaucratiques que nous disons que les travailleurs doivent participer aux syndi-

cats, se réunir, réclamer qu'il y ait des réunions plus fréquentes afin de pouvoir décider eux-mêmes des luttes et de la façon dont ils entendent les mener. Laisser aux bureaucrates le soin de diriger les luttes, c'est leur laisser la possibilité de les saborder en toute tranquillité.

C'est donc en s'inspirant de ces principes généraux que les travailleurs antillais et que les militants révolutionnaires doivent concevoir leur activité au sein des Commissions Antillaises, car il n'est pas de l'intérêt, ni des travailleurs émigrés, ni de la lutte générale menée par le peuple antillais contre le colonialisme français de se détourner des luttes à mener au sein de la classe ouvrière française et donc au sein des syndicats.

Si les ouvriers antillais peuvent contribuer, aux côtés des travailleurs français, à lutter contre les bureaucraties qui développent leur influence pernicieuse au sein des travailleurs français, ils doivent le faire. Car demain, les ouvriers français comprendront encore mieux leur devoir internationaliste lorsque la lutte des peuples antillais se développera contre le colonialisme français.

Ce n'est pas l'alliance des appareils bureaucratiques de la C.G.T., du P.C.F ou autres que les travailleurs antillais doivent rechercher, mais bien celle plus profonde, plus naturelle, plus sûre des travailleurs français.

Donc, en ce qui concerne la Commission Antillaise, nous pensons que c'est un devoir pour chaque travailleur antillais d'y participer, tout comme c'est un devoir pour tout travailleur de participer au syndicat. Plus grand sera le nombre des travailleurs antillais à venir aux Commissions Antillaises, plus forte sera la pression sur les bureaucraties, et plus il sera difficile à ces bureaucraties d'y résister.

Le rôle des militants révolutionnaires est donc d'expliquer la lutte syndicale qu'il y a à mener au sein de la C.G.T., au sein des Commissions Antillaises, à chaque travailleur, sur leur lieu de travail et aussi par la distribution de tract.

Car il ne s'agit pas de tomber dans une démagogie anti-syndicale, de se contenter de répéter à tout vent que les syndicats trahissent et ne font rien. Cela est certes vrai, mais il ne suffit pas de le dire. Encore faut-il en convaincre l'ensemble des travailleurs et proposer des moyens de lutter pour forcer le syndicat à prendre réellement la défense des intérêts des travailleurs.

Il ne s'agit donc pas de confondre les causes du mal et le corps malade. Il ne s'agit pas de confondre les appareils bureaucratiques qui se maintiennent à la tête du syndicat et le syndicat lui-même.

C'est ainsi que dans certains centres, les travailleurs antillais poussant les bureaucraties, réunissant, à un centre des Chèques Postaux par exemple, plus de 100 signatures sur une liste de revendications,

arrivèrent à obliger la C.G.T. à accepter la convocation de réunions. Pour la convocation de chaque réunion, les travailleurs antillais sont obligés de revenir à la charge, d'insister.

La tâche pour les travailleurs est donc de participer de plus en plus nombreux aux Commission afin de ne pas laisser une minorité de travailleurs se heurter, seuls, à l'inertie de la bureaucratie syndicale.

Mais il faut aussi que les travailleurs prennent en main eux-mêmes leurs revendications, qu'ils élisent leurs représentants, leurs délégués qui seront responsables devant l'ensemble des travailleurs, car les délégués représentant l'ensemble des travailleurs n'ont pas à être parachutés par la direction syndicale, ni élus par un comité ou un bureau restreint.

Les travailleurs antillais ont certaines revendications qui leur sont propres afin de résister à la forme particulière d'oppression qu'ils subissent.

- Dans les hôpitaux, comme dans les P.T.T., l'administration cherche sous les prétextes les plus divers, à empêcher la titularisation des travailleurs antillais. Sur ce plan, il s'agit d'organiser au sein des Commissions Antillaises une lutte contre cette discrimination. Il s'agit d'organiser la lutte, pas seulement dans chaque secteur, mais de la généraliser, d'en faire un mouvement d'ensemble.

Le problème de la titularisation est important, car l'administration profite de cela pour mettre périodiquement à la porte un certain nombre de travailleurs, et les obliger à accepter n'importe quelles conditions de travail.

Certains centres de P.T.T. réclament pour les titulaires et les auxiliaires :

1°) - L'harmonisation des congés avec leurs camarades métropolitains exerçant dans les D.O.M.

2°) - L'autorisation spéciale d'absence de 10 jours pendant les années de cumul (non défalcales).

3°) - Le paiement du voyage à la mutation.

4°) - Le paiement de l'allocation logement pendant les congés.

5°) - Le maintien de l'indemnité de résidence pendant le délai de route

6°) - Le bénéfice du salaire en vigueur dans le département où l'on passe le congé (pour la Réunion où le franc n'a pas la même valeur).

Toutes ces revendications formulées sont justifiées, car si les tra-

vailleurs antillais sont ici, à 8 000 kilomètres de chez eux, c'est bien la faute du gouvernement français qui a acculé les Antillais à s'expatrier, en supprimant toute possibilité de travail sur place, en provoquant un chômage forcé, en ruinant la Guadeloupe et la Martinique.

Il est donc normal que, maintenant, les travailleurs obligent, contraignent ce même gouvernement à prendre en charge des structures d'accueil autres que les infâmes foyers du BUMIDOM et la réalisation des revendications réclamées par les travailleurs (notamment les paiements des voyages-vacances aux Antilles).

C'est en nous liant toujours plus à l'ensemble des travailleurs antillais que nous pourrions connaître toutes les revendications, dans chaque entreprise et que nous pourrions alors les formuler afin d'en dégager une plate-forme d'action.

CLAIRE GOYA

CE QUE NOUS VOULONS

La Ligue Antillaise des Travailleurs Communistes se donne pour but :

- de regrouper les travailleurs, de les éduquer, de les aider au travers de la lutte pour l'indépendance à prendre conscience de leur état de travailleurs, de leurs intérêts de classe et du rôle indispensable et grandiose que la classe ouvrière joue et jouera dans la transformation socialiste du monde.
- d'associer à cette lutte tous ceux, de quelque origine qu'ils soient, qui acceptent de se mettre au service de la classe ouvrière et d'adopter son point de vue de classe.
- d'engager la lutte morale, matérielle et physique pour l'indépendance politique de l'impérialisme français.
- de mettre en place, au cours même de la lutte pour l'indépendance, les organes du pouvoir démocratique des ouvriers et des paysans.
- de veiller par la propagande et l'organisation à ce qu'après l'indépendance le peuple reste en armes jusqu'à ce que ses revendications aient abouti et qu'il soit en mesure, à tout instant, d'exercer le pouvoir sans que personne puisse l'accaparer et le lui ôter.
- à agir au sein des classes ouvrières américaine et française pour faire connaître les buts de la lutte des travailleurs antillais et pour aider les révolutionnaires des grandes puissances impérialistes à éduquer et à organiser la classe ouvrière des pays dits avancés pour lui faire prendre conscience de ses intérêts et de ses devoirs historiques.